
Investissements en Afrique : La Chine et les « partenaires traditionnels »

Thierry Pairault

À l'origine de cette réflexion, il y a la diatribe que m'a adressée un lecteur en colère qui estimait que, **dans l'un de mes articles**, j'aurais tenté de minimiser l'importance de l'investissement chinois en Afrique pour mieux et indûment valoriser le rôle des anciennes puissances coloniales ou – pour employer une expression politiquement plus édulcorée – des « partenaires traditionnels ». Je ne pense pas avoir jamais introduit un tel biais dans mes analyses, d'autant moins qu'en l'occurrence il n'était nullement fait allusion à ces « partenaires traditionnels ». En revanche, cette mercuriale m'avait suggéré de m'intéresser à cette question, partant j'avais tenté en juillet 2018 de réunir les éléments disponibles, en particulier, j'avais analysé les données les plus récemment calculées et accessibles sur le **site d'Eurostat** (l'office de statistique de l'Union européenne) que je publiais sous le titre **d'Investissements en Afrique : Chine vs « partenaires traditionnels »**. Eurostat ayant récemment (17 juin 2019) mis à jour sa base de données en ligne, j'en ai profité pour faire un retour sur mon approche¹.

Une meilleure prise en compte par Eurostat des informations et une actualisation des données de fait ne changent pas fondamentalement mes conclusions antérieures, mais gomme certains aspects extravagants : tous les pays investissent peu en Afrique, **y compris la Chine**. C'est précisément pour cette raison, qu'il a été possible pour la Chine de rattraper aisément voire dépasser certains autres pays : selon Eurostat, le stock chinois d'investissement direct (IDE) serait supérieur de quinze milliards d'euros au stock italien, mais serait inférieur d'un milliard d'euros à celui du Royaume-Uni, inférieur de quatre milliards d'euros à celui des États-Unis et de seize milliards d'euros à celui de la France qui réaffirme ici un rôle de *primus inter pares* – si nous exceptons le rôle des Pays-Bas qui résulte moins d'une stratégie des entreprises néerlandaises, que des petits accommodements que permet une réglementation fiscale complaisante à l'égard d'entreprises sans vergogne de toute origine géographique (voir tableau 1).

Toutefois, ce qui finalement frappe le plus ici est le résultat d'une comparaison entre le stock d'IDE des « partenaires traditionnels » en Afrique et en Chine (voir tableau 2). En 2017, le stock d'investissements européens (28 pays) en Afrique aurait été une fois et demie supérieur à celui de ces mêmes pays en Chine ; les stocks de la France et du Royaume-Uni en Afrique auraient été respectivement près de trois fois et trois fois et demie supérieurs à leur stock d'investissement en Chine. L'histoire seule n'explique pas cette situation, car avec le temps les investissements s'amortissent et la valeur du stock diminuerait si les investissements n'étaient pas sans cesse renouvelés et/ou les bénéficiaires réinvestis. Cela marche dans les deux sens, tant pour les pays qui investissent relativement plus en Afrique que pour ceux qui investissent relativement plus en Chine comme les États-Unis (le stock d'IDE en Afrique est de la moitié de son stock en Chine) ou le Japon (moins

¹ Je remercie Xavier Aurégan qui m'en a indirectement averti.

d'un dixième) (voir tableau 3). Si l'histoire et *la géographie* expliquent le tropisme africain de la France et du Royaume-Uni, elles expliquent également le tropisme chinois des États-Unis et du Japon. Mais les « partenaires traditionnels » n'ont pas abandonné l'Afrique qui, en revanche, gagne un nouveau partenaire de poids – la Chine.

Tableau 1 — Stocks d'IDE en Afrique de diverses économies dont celles de l'Union européenne (milliards d'euros)

Économies	2013	2014	2015	2016	2017
Union européenne (28)	248	283	328	283	261
Pays-Bas	96	109	142	99	100
France	46	49	57	58	54
États-Unis	44	57	48	49	42
Royaume-Uni	44	55	53	53	39
Chine	23	29	31	36	38
Italie	14	16	20	22	23
Luxembourg	20	22	25	20	12
Allemagne	8	9	8	9	11
Suisse	n.d.	9	12	13	10
Japon	n.d.	8	8	9	7
Portugal	5	7	6	6	6
Espagne	5	5	6	5	5
Norvège	5	7	7	5	4
Suède	3	3	4	4	4
Belgique	2	2	2	2	3
Danemark	2	2	2	2	2
Turquie	1	1	1	1	2
Malte	n.d.	n.d.	n.d.	1	1
Pologne	0	0	0	0	0
Croatie	0	0	0	0	0
Slovénie	0	0	0	0	0
Grèce	1	1	0	0	0
Estonie	0	0	0	0	0
Bulgarie	0	0	0	0	0
Roumanie	0	0	0	0	0
Hongrie	0	0	0	0	0
Lettonie	0	0	0	0	0
Islande	0	0	0	0	0
Lituanie	0	0	0	0	0
Albanie	n.d.	n.d.	n.d.	0	0
Kosovo	n.d.	n.d.	0	n.d.	0
Irlande	0	0	0	n.d.	0
Tchéquie	n.d.	n.d.	0	n.d.	n.d.
Chypre	1	1	n.d.	n.d.	n.d.
Autriche	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Slovaquie	0	0	0	n.d.	n.d.
Finlande	n.d.	n.d.	0	n.d.	n.d.
Monténégro	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Macédoine du Nord	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Serbie	0	0	0	n.d.	n.d.

Sources : Eurostat à https://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=bop_fdi6_pos&lang=fr et MOFCOM à <http://fec.mofcom.gov.cn/article/tjsj/tjgb/>.

Notes : Les données ont été classées dans l'ordre descendant du montant en 2017 du stock d'IDE des pays en Afrique ; une valeur nulle indique un montant inférieur à 0,5 million d'euros ; l'abréviation *n.d.* signale des données non disponibles. Le montant en dollars du stock chinois a été converti en euros en prenant comme taux de change 1,12 \$ pour 1 €.

Tableau 2. – Stocks d'IDE en Chine de diverses économies dont celle de l'Union européenne (milliards d'euros)

Économies	2013	2014	2015	2016	2017
Union européenne (28)	128	146	175	183	178
Japon	<i>n.d.</i>	86	99	102	98
États-Unis	44	68	85	92	90
Allemagne	47	59	66	73	73
Pays-Bas	20	22	28	28	26
France	17	21	23	22	19
Suisse	<i>n.d.</i>	17	18	18	19
Suède	5	8	8	10	12
Royaume-Uni	8	10	13	14	11
Italie	9	7	8	8	9
Luxembourg	7	8	9	10	9
Danemark	3	3	5	4	4
Espagne	2	3	3	3	3
Belgique	4	2	2	2	1
Norvège	0	1	-1	1	1
Pologne	0	0	0	0	0
Islande	0	0	0	0	0
Slovaquie	0	0	0	0	0
Slovénie	0	0	0	0	0
Lituanie	0	0	0	0	0
Portugal	0	0	0	0	0
Tchéquie	0	0	0	0	0
Turquie	0	0	0	0	0
Grèce	0	0	0	0	0
Malte	<i>n.d.</i>	0	0	0	0
Bulgarie	0	0	0	0	0
Hongrie	0	0	0	0	0
Estonie	0	0	0	0	0
Roumanie	<i>n.d.</i>	0	0	<i>n.d.</i>	0
Lettonie	0	0	0	0	0
Croatie	0	0	0	0	0
Kosovo	<i>n.d.</i>	<i>n.d.</i>	0	0	0
Finlande	<i>n.d.</i>	<i>n.d.</i>	0	0	0
Irlande	1	1	<i>n.d.</i>	<i>n.d.</i>	<i>n.d.</i>
Chypre	0	0	<i>n.d.</i>	<i>n.d.</i>	<i>n.d.</i>
Autriche	<i>n.d.</i>	<i>n.d.</i>	<i>n.d.</i>	<i>n.d.</i>	<i>n.d.</i>
Monténégro	<i>n.d.</i>	<i>n.d.</i>	<i>n.d.</i>	<i>n.d.</i>	<i>n.d.</i>
Macédoine du Nord	0	0	0	<i>n.d.</i>	<i>n.d.</i>
Albanie	<i>n.d.</i>	<i>n.d.</i>	<i>n.d.</i>	<i>n.d.</i>	<i>n.d.</i>
Serbie	0	0	0	<i>n.d.</i>	<i>n.d.</i>

Sources et notes, voir tableau 1.

Tableau 3. – Stocks d'IDE comparés (milliards d'euros)

2017	France	États-Unis	Royaume-Uni	Allemagne	Japon
IDE en Afrique	54	42	39	11	7
IDE en Chine	19	90	11	73	98

Sources et notes, voir tableau 1.

Pour aller plus loin dans l'analyse, j'ai entrepris une série d'*analyses en composantes principales* (ACP) afin de mieux appréhender la structure des données et de mieux apprécier la proximité [la corrélation ou son absence] entre les observations. Les ACP ont l'avantage de permettre une visualisation optimale des variables et des observations à la condition que

la somme des pourcentages de variabilité associés aux axes des graphes soit suffisamment élevée. J'ai donc à nouveau eu recours aux mêmes sources statistiques (voir tableau 1) pour constituer un tableau d'observations (voir annexe 1). Dans ce tableau, j'ai retenu La Chine et six pays de l'Union européenne (par ordre alphabétique : Allemagne, Espagne, France, Italie, Portugal et Royaume-Uni²) ; en revanche, j'ai exclu les Pays-Bas et le Luxembourg pour l'ambiguïté quant à l'origine des fonds qui seraient investis en Afrique à partir de ces pays. Pour bien montrer que cela peut concerner tous les pays, je rapporterais dans le tableau 3 l'exemple de la Chine qui a amplement profité des complaisances luxembourgeoises avant de basculer en 2015 vers la permissivité néerlandaise, puis de se partager entre ces deux paradis à partir de 2017. Aussi, dans les ACP qui suivent, je retiendrai le stock d'IDE en Afrique d'une Union européenne « à 26 pays » – c'est-à-dire déduction faite des IDE venus du Luxembourg et des Pays-Bas. Je retiendrai par ailleurs les États-Unis et le Japon.

Tableau 3. – Stock d'investissements directs chinois au Luxembourg et aux Pays-Bas (milliards d'euros)

Pays	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Luxembourg	0	2	5	6	8	9	14	7	8	12	14
Pays-Bas	0	0	0	1	1	3	4	18	18	17	17

Sources et notes, voir tableau 1.

Le tableau d'observations a été entièrement recodé en un tableau dans lequel chaque variable – pays (ou groupe de pays) investisseur – est remplacée par trois variables binaires caractérisant son stock d'investissement dans chacun des pays africains destinataires : les pays dans lesquels les stocks d'investissement d'un pays investisseur sont les plus importants, les moins importants ou bien encore sont entre les deux. Comme il y a 54 pays africains, chacune des trois modalités recense 18 pays africains (voir en annexe 2 un exemple de recodage).

La première ACP entreprise se limitait à comparer les stocks d'investissement chinois et européen en Afrique. La conclusion claire que résume la figure 1 est que la Chine et les pays de l'Union européenne – pris dans leur ensemble – ont dans les deux tiers des cas³ des comportements d'investissement en Afrique très comparables : tous ont favorisé les mêmes pays (Afrique du Sud, Égypte, Angola, Nigéria, Algérie...) et tous se sont désintéressés des mêmes pays (Burundi, Lesotho, Sierra Leone, Somalie...). Le tiers restant s'expliquerait par des comportements en nette opposition (figure 2) : l'Union européenne privilégierait le Maroc et la Côte d'Ivoire là où la Chine avantagerait l'Éthiopie et le Congo-Kinshasa ; l'Union européenne aurait oublié Djibouti et le Tchad quand la Chine aurait négligé le Burkina Faso⁴ ou le Togo... À supposer que la francophonie ait pu un temps constituer un obstacle au développement des relations économiques entre certains pays africains et la Chine (voir

² Malgré la proximité du Brexit, on ne peut effacer 47 ans de compagnonnage même s'il fut parfois agaçant.

³ La somme des contributions de l'axe F1 et de l'axe F2.

⁴ Certes, le Burkina Faso n'a reconnu la Chine qu'en juillet 2018, mais ses relations diplomatiques avec Taiwan ne semblaient pas gêner ses relations commerciales avec Pékin.

infra pour une confirmation partielle de cette hypothèses), la participation des entreprises chinoises à des appels d'offres récents et la dynamique propre à ces pays pourraient bientôt limiter les oppositions que l'on peut encore constater aujourd'hui, partant la similarité des comportements ne pourrait que s'en trouver confortée. Cette conclusion est renforcée par ce que l'on pourrait appeler des facteurs causals.

Figure 1. – ACP Union européenne – Chine [1]

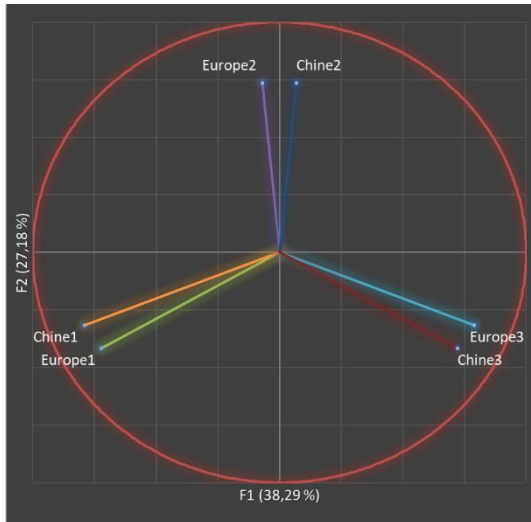
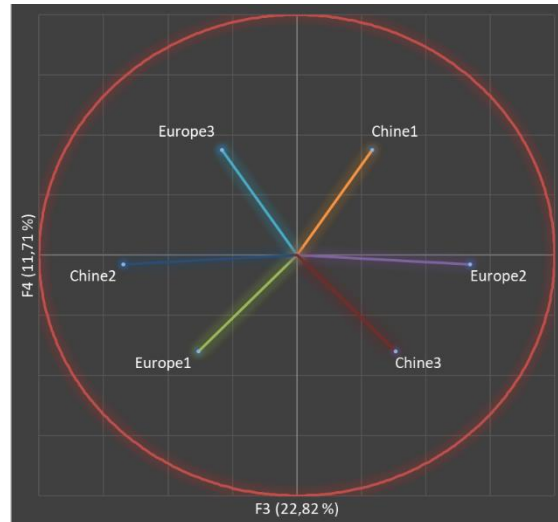


Figure 2. – ACP Union européenne – Chine [2]



Nous introduisons maintenant deux nouvelles variables : le produit intérieur brut (PIB) en valeur courante pour marquer l'importance économique des pays destinataires et leur formation brute de capital fixe (FBCF) pour mesurer leur dynamisme en matière d'investissement. De fait, PIB et FBCF sont liés ; ce sont les pays dont le poids économique est le plus important (PIB) qui peuvent mobiliser le plus facilement les montants les plus élevés en vue d'investir, mais ce ne sont pas nécessairement eux qui font pour autant l'effort le plus notable relativement à leur richesse (FBCF en pourcentage du PIB) : par exemple en 2017, Djibouti est crédité d'un taux de FBCF relativement à son PIB de plus de 40% alors que l'Afrique du Sud ne connaîtrait qu'un taux de moins de 19%. Ce que nous montre une deuxième ACP est que dans les deux cas, les investisseurs qu'ils soient chinois ou européens préféreraient les économies africaines dont le poids est le plus élevé (voir figure 3) : bien souvent le succès et la rentabilité d'un investissement dépendra d'abord de la taille du marché local, de l'environnement local et éventuellement ensuite de la diffusion qui peut se faire à partir de ce marché local. Je rappellerai ici la controverse à propos des stratégies de deux entreprises, une petite entreprise chinoise, Humanwell, et une grande entreprise britannique, GlaxoSmithKline (GSK)⁵. Il était reproché à GSK de ne pas avoir choisi l'Éthiopie pour ériger sa nouvelle unité africaine de production d'antirétroviraux destinés à la lutte contre le SIDA, contrairement à Humanwell qui entendait fabriquer dans

⁵ Thierry Pairault, « China in Ethiopia: About Humanwell », *ACE Brief Note*, 26 février 2018, https://pairault.fr/sinaf/doc/pairault_et1.pdf.

ce pays des flacons en plastique pour perfusion ainsi que du glucose et autres produits pour l'hydratation et l'hygiène post-partum. Si Humanwell pouvait trouver en Éthiopie un environnement approprié à ses objectifs, il n'en était pas de même de GSK qui investissait des sommes beaucoup plus considérables et avait besoin d'un environnement nettement plus favorable de tous points de vue, d'où son choix de l'Afrique du Sud. La décision de GSK est de fait l'élection d'un pays plus développé au détriment d'un pays nettement moins développé : l'indicateur de développement humain (IDH) de l'Éthiopie est de 0,467 quand celui de l'Afrique du Sud est de 0,704 – ce qui signale non seulement un revenu par tête nettement supérieur et de meilleures conditions sanitaires, mais encore un niveau éducationnel beaucoup plus propice à la pérennité d'investissements un peu lourds⁶. La figure 4 illustre ce propos ; elle souligne toujours une similarité de comportement et suggère que les entreprises européennes ainsi que les chinoises préfèrent les pays africains les plus développés.

Figure 3. – ACP : PIB et FBCF

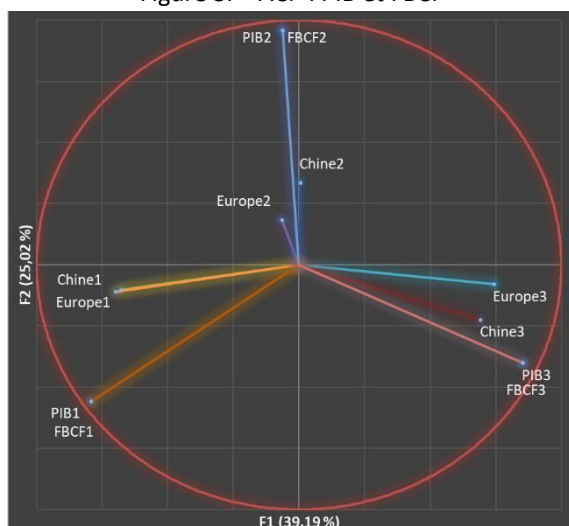
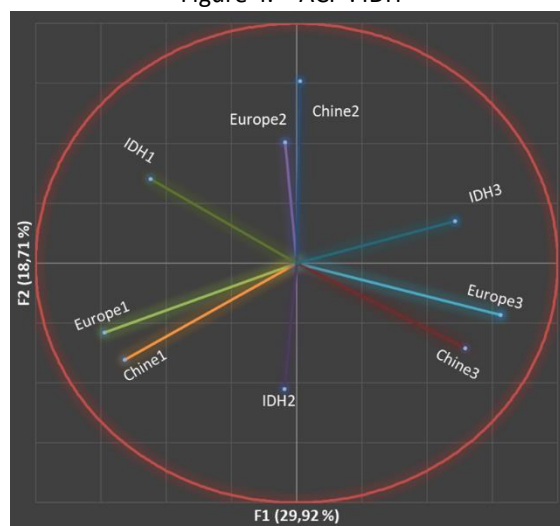


Figure 4. – ACP : IDH



Les analyses précédentes avéraient que la Chine avait un comportement tout aussi « capitaliste » et « mercantile » que les pays occidentaux en particulier européens. Toutefois les « partenaires traditionnels » ne privilégient pas tous les pays africains destinataires de leur IDE de la même façon... Dans ce qui suit, nous avons sélectionné 25 pays africains soit qu'ils disposaient en 2017 d'un stock d'IDE d'au moins 1% du stock d'investissements européens, soit qu'ils détenaient un stock d'au moins 1% des investissements chinois. Ces 25 pays bénéficieraient au total de 96% du stock européen d'IDE et 89% du stock chinois – ce qui semble impliquer un saupoudrage plus extensif de la part des entreprises chinoises qui pourrait éventuellement être interprété comme un intérêt plus systématique de la Chine pour le continent africain – même s'il ne s'agissait pour elle que de se constituer un réseau

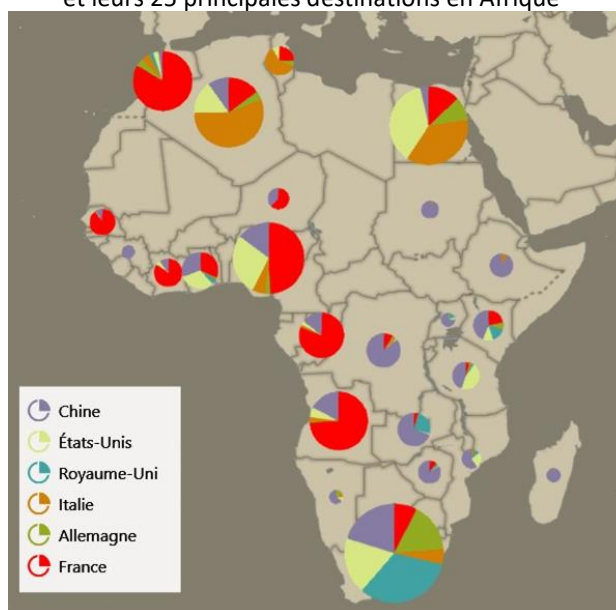
⁶ Voir sur le site du Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) la base de données statistiques relatives à l'indicateur de développement humain <http://report2017.archive.s3-website-us-east-1.amazonaws.com/>.

clientéliste. En ce qui concerne les pays occidentaux, je n’ai retenu que ceux dont le stock d’investissement en Afrique était supérieur à dix milliards d’euros (l’Allemagne, les États-Unis, la France, l’Italie et le Royaume-Uni) pour les comparer à la Chine. Les résultats apparaissent dans le tableau 4, la carte 1 et la figure 5.

Tableau 4. – Pays destinataires et principaux pays investisseurs

Pays destinataires	Pays investisseurs (par l’importance de leur stock d’IDE en 2017)					
	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e
Afrique du Sud	Royaume-Uni	Chine	États-Unis	Allemagne	France	Italie
Algérie	Italie	États-Unis	France	Chine	Allemagne	Royaume-Uni
Angola	France	Chine	États-Unis	Italie	Allemagne	Royaume-Uni
Congo	France	Chine	États-Unis	Italie	Royaume-Uni	Allemagne
Congo (RDC)	Chine	France	Allemagne	États-Unis	Italie	Royaume-Uni
Côte d’Ivoire	France	Chine	Italie	Allemagne	Royaume-Uni	États-Unis
Égypte	États-Unis	Italie	France	Allemagne	Chine	Royaume-Uni
Éthiopie	Chine	Allemagne	États-Unis	France	Royaume-Uni	Italie
Ghana	France	États-Unis	Chine	Royaume-Uni	Allemagne	Italie
Guinée	Chine	Italie	France	États-Unis	Royaume-Uni	Allemagne
Kenya	Chine	France	Royaume-Uni	États-Unis	Allemagne	Italie
Madagascar	Chine	Italie	Allemagne	Royaume-Uni	France	États-Unis
Maroc	France	Italie	Allemagne	États-Unis	Chine	Royaume-Uni
Maurice	États-Unis	Royaume-Uni	France	Chine	Allemagne	Italie
Mozambique	Chine	États-Unis	Royaume-Uni	Italie	Allemagne	France
Namibie	Chine	Allemagne	Italie	Royaume-Uni	France	États-Unis
Niger	France	Chine	Italie	Royaume-Uni	Allemagne	États-Unis
Nigéria	France	États-Unis	Chine	Italie	Allemagne	Royaume-Uni
Ouganda	Chine	Royaume-Uni	États-Unis	Allemagne	Italie	France
Sénégal	France	Chine	États-Unis	Allemagne	Italie	Royaume-Uni
Soudan	Chine	Italie	France	États-Unis	Allemagne	Royaume-Uni
Tanzanie	États-Unis	Chine	France	Royaume-Uni	Allemagne	Italie
Tunisie	Italie	France	États-Unis	Allemagne	Chine	Royaume-Uni
Zambie	Chine	Royaume-Uni	France	États-Unis	Italie	Allemagne
Zimbabwe	Chine	France	Royaume-Uni	États-Unis	Italie	Allemagne

Carte 1. – Principaux pays investisseurs et leurs 25 principales destinations en Afrique



Note : La taille des graphiques circulaires est proportionnelle à l’importance des stocks d’investissement des six principaux investisseurs.

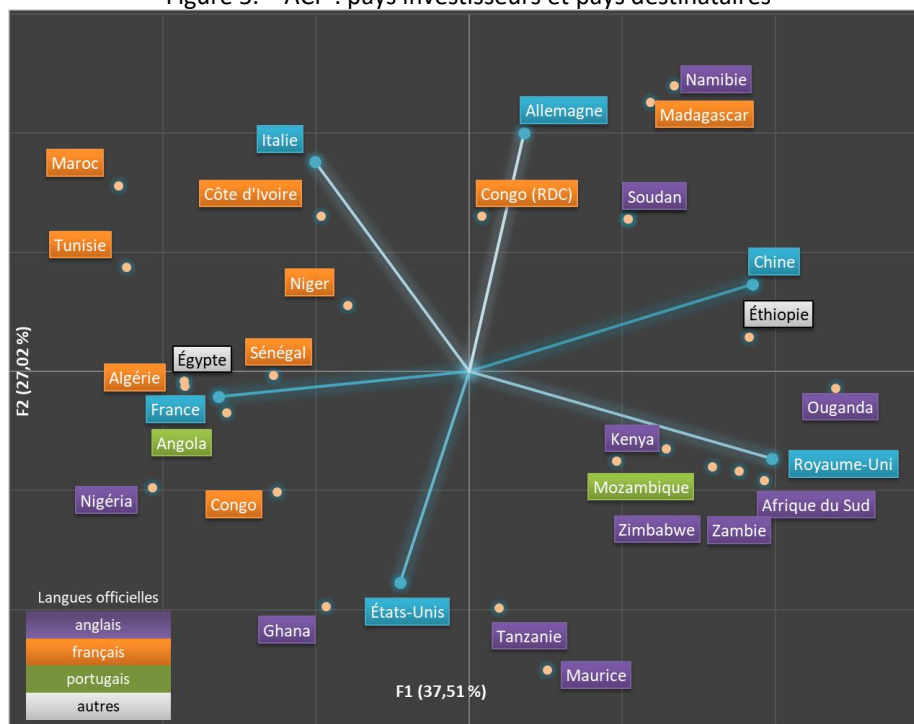
Trois pays montent sur le podium des pays investisseurs ayant le plus de premières, deuxièmes et troisièmes places : la Chine (avec vingt places) suivie par la France (avec dix-neuf places) et les États-Unis (avec quatorze places). L'avancée de la Chine est encore plus nette si nous ne prenons en compte que le nombre de pays destinataires où elle arrive en tête des pays investisseurs (onze), alors que la France plafonne à huit et les États-Unis à trois. Cette prééminence chinoise grandissante est politiquement très importante **d'un point de vue politique** africain, toutefois comme nous le rappelions, la France et les États-Unis restent **d'un point de vue économique** les investisseurs les plus importants : il y a des premières places qui ne valent pas une place plus médiocre : la Chine arrive en tête en Namibie avec un stock d'investissement du quart de celui dont elle dispose en Algérie où elle n'arrive à la quatrième place. Nous noterons également que la Chine s'est souvent substituée au « partenaire traditionnel » qui aujourd'hui est relégué au deuxième, voire au troisième rang (France, Italie et Royaume-Uni). Il faut accorder une mention particulière à l'Algérie qui a pris une certaine distance à l'égard de la France (troisième stock d'IDE) sans pour autant céder aux sirènes chinoises (quatrième stock), et qui a confié tant aux États-Unis (deuxième stock) mais surtout à l'Italie (premier stock) une grande part de l'exploitation et de la distribution de ses ressources pétrolières et gazières. La percée de la Chine reste encore très limitée en Égypte, au Maroc, en Tunisie. De fait, l'Afrique du Nord n'apparaît pas aujourd'hui comme une terre privilégiée par les investissements des entreprises chinoises – même s'agissant de l'Égypte qui est pourtant dotée d'une zone économique spéciale « chinoise », la seule qui, en Afrique, soit réputée pour fonctionner à la satisfaction des parties⁷.

L'analyse en composantes principales nous révèle une opposition entre la Chine et la France (respectivement à droite et à gauche sur l'axe horizontal de la figure 5) si marquée qu'elle contribue à elle seule à hauteur de 38% pour expliquer/illustrer la structure de l'investissement direct en Afrique. L'exemple le plus emblématique de cette opposition est donné par l'Ouganda (la Chine et la France occupant respectivement le premier et le sixième rang des pays investisseurs). L'Ouganda est un pays anglophone (l'anglais est l'une des deux langues officielles avec le swahili), ce qui éclaire la proximité sur la figure 5 entre la Chine et le Royaume-Uni : les entreprises chinoises ont commencé leur pénétration commerciale en Afrique à partir des pays dont la ou dont l'une des langues officielles leur était la moins étrangère : l'anglais. Toutefois, le très anglophone Nigéria aurait – toujours selon Eurostat – pour principal investisseur étranger la France, très loin devant la Chine et le Royaume-Uni, d'où sa place excentrée par rapport au Royaume-Uni et à la Chine.

⁷ Wang Hongyi, « Zhong Fei gong jian chanye yuan de xianzhuang, wenti he duice » [Bilan, problèmes et mesures pour les parcs industriels établis conjointement par la Chine et l'Afrique], in Zhang Hongming et Wang Hongyi (dir.), *Feizhou fazhan baogao n°19 (2016-2017): Feizhou gongye hua yu zhongguo zai feizhou chanye yuanqu jianshe* [Rapport sur le développement de l'Afrique, n° 19 (2016-2017) : l'industrialisation de l'Afrique et l'établissement par la Chine de parcs industriels en Afrique], Beijing, Shehui kexue chubanshe, 2017, p. 019-024.

Le second axe (l'axe vertical dans la figure 5) contribue pour 27% à l'analyse de la structure de l'investissement en Afrique. Il oppose les pays africains ayant des relations privilégiées avec les États-Unis à d'autres pays africains ayant une relation forte soit avec l'Italie soit avec l'Allemagne, voire avec les deux. Nous pouvons constater que dans le cas de l'Italie, il s'agit de pays ayant aussi une relation étroite avec la France, tandis que dans le cas de l'Allemagne ce serait davantage avec la Chine. En d'autres termes, une coopération tripartite entre un pays africain, la Chine et un pays européen serait plus « naturelle » avec l'Allemagne qu'avec la France, mais pour que ce type de coopération puisse prendre de l'ampleur encore faudrait-il que l'Allemagne soit plus proactive en Afrique alors qu'aujourd'hui elle trouve en Chine des occasions d'investissements qu'elle ne trouverait très vraisemblablement pas en Afrique (voir supra tableau 3).

Figure 5. – ACP : pays investisseurs et pays destinataires



Je conclurai ces notes par une mise en garde contre une interprétation absolutiste des données d'Eurostat, des résultats qu'elles suggèrent et de mes remarques ne serait-ce que parce que les statistiques disponibles en matière d'IDE manquent encore de fiabilité, mais aussi parce que la stratégie d'investissement des divers acteurs ne doit pas occulter que leurs stratégies commerciales peuvent être économiquement beaucoup plus significatives et importantes tant pour les entreprises elles-mêmes (chinoises ou non) que pour les pays africains. Les investissements ne sont qu'un aspect des relations économiques entre pays ; elles ont souvent été indûment montés en épingle à la fois par une confusion conceptuelle (financer n'est pas investir) que par une volonté politique affirmant soit que la Chine achèterait pièce par pièce l'Afrique soit que seule la Chine se soucierait de l'Afrique.

Investissements en Afrique : La Chine et les « partenaires traditionnels »

Annexe 1.– Statistiques de stocks d'investissement en millions d'euros (2017)

Pays africains destinataires	Union européenne à 26 pays	Allemagne	Chine	Espagne	États-Unis	France	Italie	Japon	Portugal	Royaume-Uni
Afrique du Sud	24 851	5 310	6 672	1 137	6 115	2 480	1 689	5 184	240	10 815
Algérie	15 206	658	1 637	324	2 527	2 471	9 319	0	184	0
Angola	19 753	39	2 018	0	650	8 672	304	0	3 878	0
Bénin	183	0	93	0	2	153	3	0	0	0
Botswana	244	31	265	0	0	0	0	0	0	101
Burkina Faso	258	0	0	0	0	235	0	0	0	0
Burundi	133	0	9	0	1	0	0	0	0	0
Cameroun	986	0	379	0	8	695	65	0	0	0
Cap Vert	430	20	13	0	0	0	22	0	342	0
Centrafrique	-49	0	14	0	0	0	-1	0	0	0
Comores	12	0	4	0	0	0	0	0	0	0
Congo	5 820	0	1 005	0	192	5 664	129	0	0	5
Congo (RDC)	681	72	3 468	0	63	359	59	0	0	2
Côte d'Ivoire	2 908	4	271	0	-122	2 301	19	0	0	1
Djibouti	60	7	208	0	0	0	0	0	0	0
Égypte	22 436	1 991	745	653	7 798	2 724	7 694	0	0	0
Érythrée	29	0	193	0	-2	0	16	0	0	0
Eswatini	597	0	0	0	0	0	119	0	0	3
Éthiopie	462	29	1 764	0	0	0	-115	0	0	0
Gabon	1 039	0	344	0	-209	736	116	0	0	10
Gambie	62	3	5	0	0	0	0	0	0	1
Ghana	1 983	50	1 407	0	1 416	1 446	29	0	-1	215
Guinée	246	0	603	0	0	0	2	0	0	0
Guinée Bissau	24	0	68	0	0	0	0	0	24	0
Guinée équatoriale	183	0	354	0	545	114	16	0	17	0
Kenya	1 599	211	1 378	0	338	686	25	0	0	486
Lesotho	-3	0	6	0	3	0	-5	0	0	0
Libéria	556	0	285	0	729	0	2	0	0	1
Libye	592	204	327	0	882	130	265	0	0	-6
Madagascar	23	7	684	0	0	0	8	0	0	2
Malawi	108	5	260	0	31	0	1	0	0	39
Mali	185	24	353	0	0	133	0	0	0	0
Maroc	14 904	513	284	2 195	344	10 166	566	0	110	268
Maurice	9 208	380	858	0	8 692	922	21	0	0	7 261
Mauritanie	-131	0	211	0	77	0	0	0	0	0
Mozambique	1 584	2	779	0	332	0	81	0	1 001	109
Namibie	-3 964	113	429	0	-64	0	44	0	0	0
Niger	1 024	1	594	0	0	995	3	0	0	2
Nigéria	15 567	378	2 555	0	4 815	8 583	1 034	0	3	0
Ouganda	248	23	514	0	35	0	6	0	0	94
Rwanda	-15	0	89	0	9	0	0	0	0	3
São Tomé e Príncipe	-7	0	0	0	18	0	0	0	-8	0
Sénégal	2 250	9	191	0	21	2 097	9	0	-15	0
Seychelles	938	6	206	0	0	166	7	0	0	42
Sierra Leone	-104	0	164	0	11	-132	15	0	0	-1
Somalie	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Soudan	470	0	1 073	0	0	0	36	0	0	0
Soudan du Sud	-97	0	43	0	0	-102	1	0	0	0
Tanzanie	377	50	1 143	0	1 153	106	31	0	1	73
Tchad	20	1	368	0	0	109	0	0	0	0
Togo	321	0	101	0	0	0	40	0	0	0
Tunisie	3 399	179	13	0	233	706	1 734	0	50	-4
Zambie	1 196	10	2 646	0	48	135	12	0	0	925
Zimbabwe	380	0	1 561	0	31	189	4	0	0	70
Total	149 159	38 458	10 610	5 061	41 928	53 512	23 429	6 516	6 328	38 530

Sources et notes, voir tableau 1.

Annexe 2. – Exemple de recodage.

Pays africains destinataires	Union européenne (26 pays) en millions d'euros	Recodage		
		Europe1	Europe2	Europe3
Afrique du Sud	24 851	1	0	0
Égypte	22 436	1	0	0
Angola	19 753	1	0	0
Nigéria	15 567	1	0	0
Algérie	15 206	1	0	0
Maroc	14 904	1	0	0
Maurice	9 208	1	0	0
Congo	5 820	1	0	0
Tunisie	3 399	1	0	0
Côte d'Ivoire	2 908	1	0	0
Sénégal	2 250	1	0	0
Ghana	1 983	1	0	0
Kenya	1 599	1	0	0
Mozambique	1 584	1	0	0
Zambie	1 196	1	0	0
Gabon	1 039	1	0	0
Niger	1 024	1	0	0
Cameroun	986	1	0	0
Seychelles	938	0	1	0
Congo (RDC)	681	0	1	0
Eswatini	597	0	1	0
Libye	592	0	1	0
Libéria	556	0	1	0
Soudan	470	0	1	0
Éthiopie	462	0	1	0
Cap Vert	430	0	1	0
Zimbabwe	380	0	1	0
Tanzanie	377	0	1	0
Togo	321	0	1	0
Burkina Faso	258	0	1	0
Ouganda	248	0	1	0
Guinée	246	0	1	0
Botswana	244	0	1	0
Mali	185	0	1	0
Bénin	183	0	1	0
Guinée équatoriale	183	0	1	0
Burundi	133	0	0	1
Malawi	108	0	0	1
Gambie	62	0	0	1
Djibouti	60	0	0	1
Érythrée	29	0	0	1
Guinée Bissau	24	0	0	1
Madagascar	23	0	0	1
Tchad	20	0	0	1
Comores	12	0	0	1
Somalie	-1	0	0	1
Lesotho	-3	0	0	1
São Tomé e Príncipe	-7	0	0	1
Rwanda	-15	0	0	1
Centrafrique	-49	0	0	1
Soudan du Sud	-97	0	0	1
Sierra Leone	-104	0	0	1
Mauritanie	-131	0	0	1
Namibie	-3 964	0	0	1